L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL, No. 75 RUE DE CHARTRES,

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 25 AVRIL.

Les invalidés et les validés.

Extrait de la séance du 6 avril.

L'ordre du jour appelle la discussion sur les conclusions du rapport relatif à l'élection de M. Cunéo d'Ornano, à Cognac.

M. Cunéo d'Ornano rappelle que la sous-commission du 2e bureau avait conclu à l'unanimité à la validation de l'élection; l'invalidation n'a été proposée par le 2e bureau qu'à la majorité d'une voix. Il lui paraît donc nécessaire de discuter à fond le débat, et il ne parle qu'au nom de ses électeurs auxquels il n'avait cessé de dire que le premier devoir d'un bon citoyen est de respecter les lois de son pays, même quand elles déplaisent.

On n'a pu élever contre cette élection aucun des griefs qui ont fait invalider d'autres élections.

La candidature officielle? L'arrondissement de Cognac a toujours voté, sous l'empire, pour des candidats indépendants. C'est comme candidat indépendant et démocrate que l'honorable membre a été élu.

Il est, au contraire, notoire que l'administration était sympathique à la candidature de M. Planat, son concurrent.

Des irrégularités matérielles? On n'en relève aucune.

Des dons, promesses et menaces? c'est en faveur de M. Planat que ce genre de pression a été exercé!

On disait aux électeurs que M. d'Ornano, étant de la minorité, n'obtiendrait du gouvernement aucun avantage pour l'arrondissement, tandis que M. Planat, républicain, serait influent au milieu d'une majorité républicaine. On ajoutait que M. d'Ornano n'avait à offrir que des phrases. Il avait mieux à offrir: son dévouement.

Les menaces ont succédé aux promesses; mais, ni les unes, ni les autres ne pouvaient exercer aucune influence sur les électeurs riches et éclairés de l'arrondissement de Cognac. Si la polémique a pris, de mon côté, un ton violent et peut-être excessif, ne trouvez-vous pas son excuse dans les injures immodérées dont les journaux de M. Planat avaient pris l'initiative. On a persisté à dire que l'empire c'était la guerre civile, alors que l'orateur se croyait de déclarer qu'il ne voulait devoir le retour du régime qui lui est cher qu'à la libre et légale expression de la volonté nationale.

On l'a représenté comme un homme qui s'était caché sous un escalier et se cachait sous la tribune: c'est mal le connaître. On a dit qu'il était étranger à l'arrondissement. Mais ce fait, s'il était vrai, ne prouverait il pas qu'on a voté dans l'arrondissement pour le drapeau et non pour l'homme.

Oui, on disait, dans un placard distribué à la dernière heure, que M. d'Ornano était "un étranger envoyé, pour tromper les électeurs, par un comité de factieux." C'est en réponse à de telles provocations, que M. d'Ornano, pressé par ses amis, a articulé contre M. Planat quatre faits précis, constatés par des actes publics.

M. Planat, qui, précédemment, s'était fait élire comme impérialiste, s'est retourné contre l'empire.

Il a été l'objet d'un jugement qui le condamnait à des dommages-intérêts pour s'être servi de sa qualité de député, à l'effet d'inspirer confiance à un propriétaire, pour la location d'un appartement à une fille mineure.

M. Planat a été mêlé à des affaires de marché, qu'on ne peut trouver véreuses, ainsi que cela résulte d'un rapport de la commission des marchés. Il est vrai que l'orateur a été, pour avoir rappelé ce fait, condamné du chef de diffamation; mais diffamation en langage juridique, ne signifie pas calomnie et mensonge.

Enfin, M. Planat a participé, pendant la Commune, à des intrigues ayant pour objet de soudoyer Dombrowski à l'effet d'obtenir la livraison d'une des portes de Paris, ce qu'on peut appeler des intrigues inavouables.

Quel est celui de ces faits qui peut être contesté?

A la suite du procès en diffamation, dont a été victime M. d'Ornano un parti injuste, des agents payés par M. Planat ont répandu contre l'orateur des bruits mensongers et préjudiciables.

On a faussement prétendu que M. Martell maintenait sa candidature, pour le second tour de scrutin, ce qui constituait une véritable manœuvre, et a, en fait, égaré plus de 1,200 voix.

On a recouru à une autre manœuvre en entraînant les électeurs bonapartistes à voter pour le prince Napoléon, et l'affiche contenant cette invitation sortait des presses de l'imprimeur de M. Planat. Très bien! très bien! à droite.—Aux voix! aux voix!)

M. Duchand dit qu'il vient répondre, au nom des électeurs, d'un grand nombre de communes de l'arrondissement de Cognac, qui lui ont envoyé dernièrement leurs protestations.

La circulaire de M. d'Ornano, contenant des imputations calomnieuses, touchant à la vie privée de M. Planat, son contenu, constitue une manœuvre qui a vicié l'élection.

Il ne faut pas faire dégénérer les luttes électorales en lutte de pugilat. (Très bien! très bien! à gauche.)

M. d'Ornano est assigné en police correctionnelle, et il demande un délai pour prouver ses allégations. Il n'avait donc pas, à ce moment, les preuves qu'il disait avoir.

Il est incontestable que le suffrage universel a été gravement influencé par ces imputations diffamatoires, atteignant la vie privée de M. Planat.

La polémique politique de M. d'Ornano n'était pas moins violente; elle faisait appel aux passions les plus vives, et prêtait, comme programme républicain, des paroles de Bergeret ou des chefs de la Commune.

C'est ainsi qu'on a jeté le trouble dans l'arrondissement et révolutionné des populations pacifiques. L'opinion a condamné l'élection, la Chambre la condamnera à son tour. (Vifs applaudissements à gauche.)

M. Cunéo d'Ornano répond que, dans sa polémique, il a mis toutes les pièces sous les yeux du public, notamment le passage extrait du rapport de la commission des marchés.

Loin de prêcher la révolution, il n'a cessé de dire, dans toute sa campagne électorale, que, conservateur avant tout, il était républicain soumis aux lois de son pays. (Aux voix! aux voix!)

Les conclusions du 2e bureau, mises aux voix, sont adoptées. L'élection est invalidée.

Le rapport passe en revue les dispositions légales qui viennent s'appliquer au cas soulevé par l'élection d'Abbeville, et conclut à ce que l'assemblée maintienne, par voie d'interprétation, la validation de l'élection.

M. Raoul Duval dit que l'adoption des conclusions du bureau pourrait avoir de graves conséquences pour notre droit public; car adopter ce rapport, c'est supprimer les garanties judiciaires par le caprice et l'omnipotence du pouvoir exécutif.

Il y a deux moyens de détruire les conséquences d'une pénalité: le premier, c'est l'amnistie, qui effacerait jusqu'à la faute; le second, c'est la réhabilitation.

M. de Jouvilie ne se trouve ni dans l'un ni dans l'autre cas. Une grâce étant intervenue, les cinq ans d'inéligibilité courent à partir du jour de la condamnation et n'expireront que le 19 avril 1876.

Si le candidat a été admis au Conseil général, c'est par suite d'une erreur évidente. Par contre, il n'a pas été admis au Conseil municipal. Le Conseil d'Etat, jugeant sans participation politique et appliquant la loi a cassé son élection.

L'orateur demande donc à la Chambre de ne pas valider l'élection de Douville-Maillefeu.

M. de Douville-Maillefeu répond que son élection au Conseil municipal a été cassée par le Conseil d'Etat en violation de la loi.

Quant à son élection au Conseil général, elle a été validée par le Conseil, abstraction faite de toute préoccupation politique.

L'orateur rappelle le rôle qu'il a joué au moment de la déclaration de guerre et la discussion qu'il a eue avec le sous-préfet. C'est à la suite des provocations de ce fonctionnaire qu'est intervenue la scène qui a provoqué la condamnation par défaut.

Loin de fuir la justice, l'orateur dit qu'il n'a cessé de demander des juges; il n'a pas pu comparaître devant la Cour, étant retenu à Paris par les événements de la guerre et de la Commune.

M. Raoul Duval insiste.

M. Gambetta dit que la grâce accordée par le Président de la République ouvre avec elle le maintien des droits politiques.

M. Raoul Duval demande l'avis de M. Dufaure.

M. le garde des sceaux déclare qu'il n'a pas besoin de répondre, son opinion a été exprimée dans la lettre citée par le rapport.

M. Raoul Duval dit qu'il aurait voulu connaître le texte de la décision gracieuse du chef de l'Etat. Il est probable qu'elle ne mentionne que la remise de la peine.

L'orateur, en présence des opinions divergentes sur un point de droit, insiste pour qu'elle soit portée à la connaissance de tous, comme aussi pour que M. le garde des sceaux veuille bien faire connaître son sentiment.

M. le garde des sceaux dit qu'il a donné son opinion dans la lettre qui a été lue à la tribune, et que personne ne peut le forcer à répéter cette opinion à la tribune. (Très bien! très bien! à gauche.)

M. Raoul Duval dit que le silence de M. le garde des sceaux doit être interprété dans le sens du proverbe: Qui ne dit mot consent.

Les conclusions du rapport sont mises aux voies et adoptées.

M. le comte de Douville-Maillefeu est admis. (Applaudissements ironiques à droite.)

M. Tirard proteste contre ces applaudissements. (Bruit.)

M. le président dit que les manifestations de cette nature peuvent être considérées comme un outrage pour la majorité et déclare qu'il les réprimera. (Très bien!)

M. G. de Cassagnac dit qu'on a adressé le mot d'assassins aux membres de la droite.

M. le président répond qu'il aurait énergiquement réprimé une semblable interruption, si elle était arrivée jusqu'à lui.

M. Raoul Duval dit qu'il n'a pas eu plan; entendu l'interruption, qu'il n'aurait pas laissé sans réponse.

CELA VAUT LA PEINE D'ÊTRE CONNU.—Pendant près de 20 ans il n'y a eu aucune amélioration pour les emplâtres, si ce n'est l'emplâtre poreux de capcine de Benson, qui vient d'être découvert. La nécessité, en vérité, est la mère de l'invention. Les emplâtres poreux ordinaires agissaient trop lentement. Il fallait des jours et des semaines pour procurer le soulagement et la guérison. La découverte de la capcine a été d'une très grande valeur pour la médecine et pour le peuple c'est un incalculable trésor.

La capcine opère avec une étonnante vigueur sur les maux; elle procure un soulagement immédiat et guérit plus vite qu'aucun emplâtre, onguent ou autre linitif. La capcine est supérieure à l'électricité et plus certaine; elle attaque le mal à sa racine. Elle est purement végétale. Les emplâtres poreux de capcine de Benson ne contiennent aucun principe métallique ou minéral. Ils ne font pas d'ampoule et sont approuvés par plus de deux mille médecins et drogistes d'excellente réputation. Ils diffèrent des emplâtres poreux ordinaires en ce qu'ils procurent un soulagement immédiat et assurent une guérison prompte et positive. Prix 25 cents.

Seabury et Johnson, pharmaciens chimistes à New York.

L. GIROT,

Marchand-Tailleur,

11.....rue du Camp.....11

Grand arrivage de nouveautés d'étoffes françaises et anglaises en concurrence de prix avec les étoffes américaines.

Elégance, Qualité et Bon Goût.

M. GIROT fait sur commande des vêtements d'étoffes de premières qualités. La coupe est faite par lui et la confection, sous ses directions par d'habiles ouvriers. Ses prix défient toute concurrence et sont strictement comptant. La vogue bien établie de M. GIROT est due à son mérite comme tailleur, et le public peut en toute confiance lui accorder son patronage, certain d'avance qu'il remplira toute commande comme par le passé, avec soin et promptitude et garantissant satisfaction. 18nov75 1an

Mechanics' and Traders' Bank.

Nouvelle-Orléans, 12 avril 1876.

TRAITE à vue et à 60 jours vue sur Londres, Paris et New-York en sommes à la convenance des acheteurs.

MOSES HARRIS,
Caissier.

12avril—1m.

A la propagation de la langue francaise en Louisiane.

Semaine Littéraire de la Nlle-Orléans, composée de romans inédits.

J'ai l'honneur d'annoncer aux amis de la langue française que je vais m'occuper de la création de la "SEMAINE LITTÉRAIRE dont il a été déjà parlé. Les ouvrages qui la composeront seront dignes d'être accueillis dans toutes les familles. Elle offrira, pour premier roman:

Les Filles de Monte Christo.

Ce sera, en même temps, un ouvrage nouveau; une continuation de celui dont je prends en partie le titre,—et la fin de plusieurs personnages que j'aisse en suspens le célèbre conteur qui n'est plus....

Je vais recueillir, en personne, des abonnements de six mois, et, dès que j'en aurai réuni un nombre raisonnable, le commencerai ma publication.

7 avril—1m Dr C. TESTUT.

Chaussures.

AU PROGRÈS.

ERNEST CABAUD,

Au No 85 de la rue Royale,

MANUFACTURES DE CHAUSSURES VISSÉES.

Victoires remportées à la dernière EXPOSITION.

MÉDAILLE D'ARGENT POUR LA CHAUSSURE LA PLUS ELÉGANTE ET SOIGNÉE POUR LA MEILLEURE FABRICATION DE CHAUSSURES VISSÉES.—DIPLOME POUR LA MEILLEURE MACHINE A VISSER LA CHAUSSURE.

PAR le moyen de cette nouvelle machine, Mr CABAUD peut donc fabriquer des Bottes Bottes et Souliers et le met à même de remplir les ordres rapidement à des prix réduits.

Guêtres à dessus en peau de chevreau marquis, en peau de veau, à $4 50.

Guêtres unies, en marquis, en peau de veau, à $4 00.

Bottes et Souliers de tous les genres au plus bas prix possible.

L'établissement n'emploie que la peau de veau et le marquis français de la meilleure qualité.

MAGASIN DE GROS ET DÉTAIL.

No. 85 rue ROYALE.

13 mai—1an

Fabrique à vapeur de Chaussures à vis.

GROS ET DÉTAIL.

P. PAVIA,

FABRICANT de chaussures à vis en tous genres, garanties imperméables et indéviassables. Mes prix sont tellement modérés que je défie à tout manufacturier, la concurrence du Nord ou du Sud. Chaussures de 1ère classe depuis $36.00 par mois.

Si le candidat a été admis au Conseil général, c'est par suite d'une erreur évidente. Par contre, il n'a pas été admis au Conseil municipal. Le Conseil d'Etat, jugeant sans participation politique et appliquant la loi a cassé son élection